

Intervention de Jean-Paul Bret

S A M E D I 6 S E P T E M B R E 2 0 0 8

villeurbanne

Libération de Villeurbanne

Mesdames et messieurs,

J'ai plaisir à vous retrouver, toutes et tous, pour la cérémonie de la Libération de Villeurbanne qui, compte tenu de sa date, en septembre, marque la rentrée de notre ville. Cette année, notre cérémonie se déroulera en deux temps puisqu'elle sera suivie d'un moment d'hommage particulier au commandant Georges Filip-Lefort.

Georges Filip-Lefort, qui a assuré le commandement de l'insurrection de Villeurbanne, a été promu au grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur. Dans quelques instants, selon son souhait, il recevra sa distinction dans les salons de l'hôtel de ville de Villeurbanne, ce dont je me réjouis. Mémoire vive de notre histoire, au cours de laquelle il a joué un rôle de tout premier plan, j'ai été sensible à sa volonté d'organiser cette cérémonie dans notre ville. J'aurais l'occasion de le redire dans quelques minutes, en mon nom comme en celui de tous les élus de notre conseil municipal.

Mesdames et messieurs, comme Jean Bathias nous l'a expliqué dans cette ferveur personnelle qui sied à son récit, la Libération de Villeurbanne demeure un événement unique dans l'histoire de France. Son caractère exceptionnel provient de **l'engagement rapide de la population** dans ce qu'elle croit être, au départ, la libération alors qu'il ne s'agit, au moment des premiers faits, que d'une opération de la dernière chance. Des résistants décident de libérer leurs camarades emprisonnés, de peur qu'ils soient exécutés par l'occupant allemand, mis à mal avec l'arrivée des Alliés. Tout commence donc le 24 août 1944, quand ces combattants portant brassards FFI - FTP attaquent le garage de la rue Son-Tay pour s'emparer de camions. L'opération tourne mal et le bataillon doit se replier.



» C'est à ce moment-là que la population, tout à son espoir de voir l'agglomération libérée, prend ce mouvement de repli pour une offensive et, à ses risques et périls, dresse des barricades donnant ainsi à l'événement sa dimension insurrectionnelle. Au fil de la journée, des volontaires viennent grossir les troupes. En fin d'après-midi, l'hôtel de ville est libéré, le conseil municipal dissous. Tout en se rapprochant, les divisions alliées sont encore loin. Très vite, les Allemands répondent. Le 26 août, leur offensive est si forte qu'elle oblige les insurgés à démonter les barricades. L'insurrection est contrainte, mais d'autres feux s'allument dans l'agglomération lyonnaise et alentour. Il faudra attendre le 2 septembre, avec l'arrivée des Alliés pour que Villeurbanne soit enfin libre. S'ensuivra la libération de Lyon dès le lendemain.

Ce 2 septembre pourtant la guerre n'est pas finie. On se bat encore sur le territoire français. Au fil des jours qui passent, l'est de la France retrouve progressivement sa liberté, avec le 21 novembre 1944 la libération de Mulhouse, deux jours après celle de Strasbourg. Les combats font rage pendant de nombreuses semaines encore, à l'est bien sûr, mais aussi à l'ouest avec quelques poches célèbres de résistance allemande, comme celles de Dunkerque, Royan ou encore Saint-Nazaire, dont les soldats se défendront jusqu'au printemps 1945, c'est-à-dire près d'un an après le débarquement de juin 1944. En ces heures où s'installe la liberté, le monde vit dans le chaos. De très nombreuses villes ne sont plus qu'un champ de ruines. D'autres s'appêtent à connaître ce sort. Un million de tonnes de bombes seront déversées sur l'Allemagne.

Au fur et à mesure de leur reconquête, les unités alliées découvriront la réalité de l'univers concentrationnaire nazi et l'ampleur du désastre. Auschwitz sera libéré en janvier 1945 et, après Auschwitz, d'autres camps et tant d'abominations. L'humanité a franchi l'irréparable. Elle est allée au-delà du possible. La deuxième guerre mondiale aura fait **entre 40 et 60 millions de morts**, c'est-à-dire de quatre à cinq fois plus que la guerre de 14-18, pourtant déjà si meurtrière. Elle aura accouché d'un génocide, la Shoah, condamnant à mort six millions de juifs originaires de toute l'Europe et dont les Nazis auront voulu faire disparaître la culture et l'histoire. Cette guerre totale aura encouragé tant de crimes de guerre, dont certains demeurent aujourd'hui encore des énigmes et qui tous, lorsqu'ils nous sont racontés, interrogent notre conscience de femmes et d'hommes.

Plus de soixante années se sont écoulées depuis les faits que je viens d'évoquer. Plusieurs générations d'enfants ont succédé aux insurgés de 1944. **Grâce à l'Europe**, la France n'a plus connu la guerre sur son sol, l'Allemagne non plus. Nos deux pays, hier ennemis irréductibles, sont aujourd'hui les partenaires de la démocratie européenne. Nous pouvons être fiers du chemin accompli, des a priori dépassés et de l'unité acquise au fil des décennies sur la question cruciale de la paix. Cette question, aiguë hier, n'est toutefois jamais très loin.

» Sur la paix, l'été nous a donné quelques raisons de craindre et aussi quelques raisons d'espérer.

La guerre éclair de **Géorgie** a montré, une fois de plus, qu'entre l'intangibilité des frontières et le droit des peuples à disposer de leur liberté, l'équilibre était précaire, les compromis hasardeux, les incertitudes nombreuses. D'ici, c'est-à-dire loin du conflit, nous avons pu quelquefois avoir le sentiment que les discours sur les minorités, prononcés là-bas, avaient d'autres ambitions que ce qu'ils étaient censé porter, bref qu'ils n'étaient qu'un prétexte, et que l'Europe, face à ces discours ambigus, disposait de bien faibles marges de manœuvre pour exporter sa paix.

En Afghanistan, la **mort de dix soldats français**, tombés dans une embuscade, a ouvert le débat sur les enjeux de la présence française en terres afghanes. Certes, ce pays a besoin d'être accompagné dans sa reconstruction. Mais notre soutien doit s'inscrire dans une stratégie, plus claire, moins nébuleuse, plus visible de la population afghane qui ne comprend pas toujours très bien ce que nous faisons chez elle. Le souvenir de l'invasion russe n'est jamais très loin. Il ne faudrait pas que la coalition occidentale, par son manque de clarté et d'ambitions, donne le sentiment qu'elle occupe le terrain plus qu'elle ne remédie aux difficultés du pays. La paix a des exigences que la France a connues au sortir de la deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi la discussion qui sera proposée aux parlementaires français, le 22 septembre prochain, est indispensable.

Heureuse nouvelle enfin que l'arrestation, fin juillet à Belgrade, de **Radovan Karadzic**, le bourreau de Srebrenica, et sa traduction devant le tribunal pénal international de La Haye destiné à juger les crimes perpétrés sur le territoire de l'ex-Yougoslavie ! Après plus de dix ans de dissimulation, l'ancien chef des Serbes de Bosnie aura été rattrapé par son histoire et par le droit international. Son incarcération et son procès ne rendront pas la vie à ses victimes — je pense aux 7000 Musulmans de Srebrenica. Mais leur crime impuni ne restera pas impuni.

Il y a dix ans, lorsque les Etats ont créé la cour pénale internationale, ils avaient précisément cette ambition. Refuser l'impunité. Poursuivre les auteurs de crime de masse. Faire en sorte qu'ils paient pour leurs actes. Installer une justice permanente. Cette réponse à la barbarie était aussi une promesse ancienne, la promesse faite aux martyrs de la deuxième guerre mondiale. C'est pourquoi dans cette actualité bien sombre, le triomphe du droit nous offre une lueur d'espoir.

Mesdames et messieurs, je vous invite à poursuivre notre cérémonie à l'hôtel de ville, pour honorer le commandant Georges Filip-Lefort. En évoquant ses faits d'armes, j'aurais l'occasion de revenir sur l'engagement de ceux qu'on appelait les MOI, pour main-d'œuvre ouvrière immigrée. Je vous remercie pour votre participation et pour votre fidélité.

Jean-Paul Bret

maire de Villeurbanne